

Il est également clair, toutefois, que la relation économique entre l'Amérique du Nord et le Pacifique présente des défis spéciaux qui pourraient bien nécessiter des solutions allant au-delà des structures universelles que nous tentons de créer par l'entremise des négociations de l'Uruguay Round.

L'énorme déséquilibre commercial entre les États-Unis et le Japon pose un problème particulier. On peut discuter indéfiniment - et stérilement - pour en trouver le coupable. Il n'en demeure pas moins que le déséquilibre existe, qu'il pose des dangers réels pour le régime commercial mondial et qu'il pourrait compromettre, indirectement, la sécurité régionale. Un seul fait qui en dit long donne lieu de s'inquiéter : selon des sondages récents, les Américains estiment que le Japon menace davantage la sécurité de leur pays que l'Union soviétique.

Le Japon et les États-Unis ont décidé de régler leurs problèmes commerciaux bilatéralement. Nous sommes heureux de constater que, il y a deux semaines à peine, ils ont annoncé leur initiative concernant les obstacles structurels. Cette initiative repose sur la reconnaissance du fait que l'existence de systèmes nationaux, d'habitudes culturelles et de pratiques internes pose des problèmes particuliers qui, normalement, ne sont pas abordés au cours de négociations commerciales multilatérales. Nous espérons que cette approche donnera des résultats positifs. Mais les ententes bilatérales peuvent poser des risques pour les pays exclus de la table de négociation; en particulier pour un pays aussi ouvert et qui dépend autant du commerce que le Canada. Nous avons indiqué clairement aux Japonais et aux Américains que leur processus ne devrait pas créer de nouvelles difficultés au Canada. Leur initiative devrait régler les problèmes commerciaux et non les transférer ailleurs. Nous sommes persuadés qu'ils comprennent notre inquiétude et la partagent.

Le Canada est fermement convaincu que la base la plus solide pour une solution durable au problème des échanges commerciaux trans-Pacifique consiste à créer un environnement commercial ouvert et stable, régi par des règles claires, appliquées avec équité et observées par tous.

Je suis certain que nos partenaires commerciaux partagent cet avis. C'est pourquoi l'un des messages qui est ressorti le plus clairement de la première réunion ministérielle du Forum sur la coopération économique dans l'Asie et le Pacifique, tenue à Canberra en novembre dernier, a été un appui retentissant au besoin de conclure avec succès l'Uruguay Round.